

LE MONDE A BESOIN DU LEADERSHIP FÉMININ

Appel à l'action

Notre manifeste pour le Sommet du G7 de 2018

Le monde a besoin du leadership féminin.

Appel à l'action

Notre manifeste pour le Sommet du G7 de 2018

Le monde a besoin du leadership féminin. À une époque où nous cherchons à faire face aux changements dans la société, à donner naissance à des sociétés inclusives et à encourager la croissance durable, la pleine participation des femmes au sein de nos gouvernements, de nos environnements professionnels et de nos communautés, offre le plus fort potentiel pour parvenir à trouver des solutions. D'après certaines études, l'égalité entre les sexes permettrait d'ajouter 28 000 milliards de dollars à la croissance mondiale et de créer 240 millions d'emplois d'ici à 2025. Et c'est la raison pour laquelle le Sommet du G7 a adopté l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes comme l'un de ses thèmes phares de cette année.

Quelles politiques les pays du G7 devraient-elles adopter pour contribuer à une plus grande égalité et à une meilleure autonomisation des femmes, en vue de donner naissance à un monde plus fort, plus sécurisé et plus inclusif ? Pour le découvrir, le [Women's Forum for the Economy & Society](#) a interrogé différentes dirigeantes du monde entier à l'occasion de l'édition 2018 du Women's Forum Canada. Le Forum organisé sur le thème « **Comblé le fossé : appel lancé au G7 en faveur d'un progrès inclusif** », qui s'est tenu les 10 et 11 mai dernier à Toronto, a réuni plus de 700 participants du milieu des affaires, des gouvernements, du monde universitaire et d'organisations non gouvernementales. Ce groupe de leaders internationaux s'est penché sur la façon dont le leadership féminin peut contribuer à façonner une société inclusive, en mettant l'accent sur les domaines suivants :

- » le rôle du monde des affaires,
- » l'autonomisation économique des femmes,
- » la résistance aux changements climatiques et technologiques,
- » l'avenir du monde du travail.

Nous appelons ainsi les pays du G7 à concentrer leurs efforts sur ces domaines politiques, en s'appuyant sur les points de vue de dirigeantes du monde entier afin de définir leurs priorités, initiatives et ordres du jour en vue de responsabiliser les femmes. Convaincus que différents points de vue, et pas uniquement des approches axées sur le sexe, donnent lieu aux idées les plus brillantes, nous avons également inclus des recommandations de plus de 100 jeunes leaders et militants âgés de 16 à 24 ans ayant participé le 9 mai dernier au Youth Forum, événement co-organisé par le Women's Forum et l'organisation caritative Enfants Entraide (WE).

1. Diriger par l'exemple dans le secteur public

Nous appelons les gouvernements du G7 à prouver leur propre engagement en faveur de l'égalité hommes-femmes et à montrer le bon exemple, en accroissant ainsi leur crédibilité afin d'inciter le secteur privé à les suivre.

» Adopter une approche d'intégration de la dimension de genre

Il s'agit d'intégrer systématiquement différentes perspectives sexo-spécifiques dans les politiques, programmes et projets.¹

Exemple | En France, l'harmonisation entre hommes et femmes est obligatoire lors de l'évaluation de chaque nouvelle loi.

» Utiliser la budgétisation liée au genre afin de renforcer l'impact des politiques relatives à l'égalité des sexes

La mesure et l'analyse de l'impact des dépenses et des recettes publiques sur tous les individus permettront de mieux cibler les prestations et filets de sécurité sociale, les marchés publics, accords commerciaux et autres politiques gouvernementales, afin que les femmes en profitent plus équitablement.

Exemple | Le budget fédéral du Canada mesure l'impact des politiques, des taxes et des dépenses sur les femmes et les hommes, et propose de soumettre ces futurs budgets fédéraux à une analyse similaire.

» Investir dans les femmes

L'autonomisation économique des femmes représente une opportunité d'investissement ayant des effets multiplicateurs sur les familles, les industries et l'économie au sens large.

Exemple | L'institution de financement du développement du gouvernement américain, l'Overseas Private Investment Corporation, investit directement 350 millions de dollars dans des projets soutenant les entreprises dirigées par des femmes, des fonds de placement privés et des entrepreneuses.

» Nommer des femmes au gouvernement et dans d'autres postes clés du processus décisionnel

Le leadership féminin au sein des gouvernements et des entreprises publiques contribuera à générer une diversité d'idées, de solutions et de styles de management au sein de l'environnement professionnel, et ce dans l'intérêt public.

Exemple | En 2014, le Premier ministre italien a nommé six femmes hautement qualifiées au poste de présidentes d'entreprises publiques, telles que la Poste, le réseau national, les systèmes d'électricité et d'énergie, la radiotélévision publique, l'infrastructure ferroviaire et les services.

Exemple | Les cabinets des Premiers ministres canadien et français affichent une parité parfaite.

¹ Banque mondiale. 2015. World Bank Group gender strategy (FY16-23): gender equality, poverty reduction and inclusive growth (Anglais). Washington, D.C. : Groupe de la Banque mondiale.

2. Mettre en œuvre des dispositifs et faire respecter des lois destinées à garantir la sécurité des femmes

Afin d'atteindre la parité, les femmes doivent se sentir en sécurité dans leurs foyers, sur leurs lieux de travail, dans leurs communautés, mais également dans les lieux publics et ne doivent en aucun cas se voir désavantagées par la violence qui leur est infligée.

» Protéger les femmes dans les espaces publics

La garantie de liberté physique des femmes dans les espaces publics constitue une condition préalable pour les autonomiser mentalement et intellectuellement, mais également leur permettre d'être productives d'un point de vue économique, en devenant des membres à part entière de la société.

» Adopter des lois visant à protéger les femmes et les jeunes filles et à criminaliser les auteurs de la traite d'êtres humains

Élaborer et mettre en œuvre des lois protégeant la sécurité, qui soutiendront l'avancement des femmes et jeunes filles. Le trafic d'êtres humains exploite des femmes et filles vulnérables. Les lois doivent protéger ces populations – ne pas les criminaliser – tout en tenant compte des acheteurs et pourvoyeurs.

Exemple | En 2016, la France a rendu illégal le commerce sexuel, en plus des existantes lois interdisant le proxénétisme, le trafic d'êtres humains et l'achat de services sexuels auprès de mineurs.

Exemple | Au Royaume-Uni, la loi baptisée Modern Slavery Act (2015) tient les entreprises responsables de garantir l'absence de toute forme d'esclavage lors de leurs activités.

» Adopter des politiques soutenant les victimes de violence domestique et d'autres abus

Plus d'une femme sur 3 (35 %) subira des abus physiques ou sexuels, avec des impacts sur la santé émotionnelle et physique susceptibles d'affecter leurs contributions au travail et au sein de la famille.

Exemple | La ville de New York autorise l'utilisation de congés de maladie payés pour récupérer suite à des actes de violence domestique, des agressions, du harcèlement ou du trafic d'êtres humains.

FOCUS

Étendre l'accès aux services de santé mentale

Aujourd'hui, l'accès aux services de santé doit être étendu aux défis liés à la santé mentale, en particulier chez les jeunes filles et les femmes. À l'échelle internationale, la principale cause de décès chez les filles âgées de 15 à 19 ans n'est plus l'accouchement, mais le suicide, selon l'Organisation mondiale de la santé.

Une attention particulière devrait également être portée à la santé mentale maternelle. Ensemble, les défis liés à la santé mentale constituent des obstacles de taille à l'égalité entre les sexes, à la paix et à la sécurité.

Les gouvernements du G7 devraient :

- X Nommer un Conseiller spécial en charge de la santé mentale en vue d'élaborer un plan d'action stratégique pour 2018 permettant de réaliser des progrès significatifs pour les femmes et les filles du monde entier.
- X Réduire de 50 % les taux de suicide, de psychose et d'invalidité liée à des maladies mentales d'ici à 2030.
- X Élaborer une norme relative aux services de santé mentale sur des campus universitaires, y compris les taux médecin/conseiller-étudiant ; les temps d'attente maximums ; les enquêtes auprès d'utilisateurs ; les programmes de soutien par les pairs ; et des informations facilement accessibles aux étudiants sur la santé mentale.

3. Créer les conditions d'égalité des sexes au sein des effectifs et du pipeline de l'emploi

Les gouvernements ne peuvent à eux seuls atteindre les objectifs clés de l'égalité des sexes, même s'ils peuvent contribuer à instaurer les bonnes conditions pour le faire, en travaillant main dans la main avec le secteur privé.

- » Utiliser des leviers volontaires ou réglementaires afin d'inciter les entreprises à accroître leur niveau de transparence en matière d'égalité des sexes au sein des effectifs et des pipelines de l'emploi

La transparence en matière d'égalité des sexes au sein de leurs organisations peut les inciter à progresser.

Exemple | Le Royaume-Uni impose aux grandes entreprises de déclarer publiquement les disparités entre les sexes, ce qui a déjà incité certaines à prendre des mesures.

- » Envisager des quotas ou des objectifs destinés aux femmes occupant des postes de leadership

Dans des pays où l'environnement légal est favorable, la création d'objectifs et de quotas et la hausse du nombre de femmes occupant des postes de leadership au sein du secteur privé peuvent être efficaces : ces pays ont pratiquement doublé le pourcentage de femmes présentées aux conseils d'administration par rapport aux nations ne possédant pas de telles réglementations.

Exemple | En 2012 et 2013, les entreprises cotées en bourse et publiques italiennes ont été invitées à équilibrer la représentation hommes-femmes lors de nouvelles nominations au sein des conseils. Fin juin 2015, les femmes représentaient 27,6 % de l'ensemble des administrateurs (contre 7,4 % en 2011), tandis que le pourcentage d'entreprises affichant des conseils diversifiés atteignait 98,7 % du total, contre 51,7 % en 2011.²

FOCUS

Les entreprises doivent être spécifiques et transparentes dans leurs objectifs

Afin d'encourager une amélioration continue en matière d'égalité des sexes au travail, les entreprises doivent définir des objectifs spécifiques, notamment :

X Différents types d'objectifs : par exemple, le taux d'égalité hommes-femmes au sein d'une équipe ou d'un service ; l'égalité lors de nominations, de promotions et de recrutements ; l'égalité parmi les employés identifiés comme présentant un fort potentiel.

X Les délais fixés : annuel, pluriannuel, 3 ans ou plus

X Le contexte : objectifs et mesures incitatives pour les individus ou les équipes

Exemple | En 2011, la France a adopté la loi Copé-Zimmerman qui impose des quotas d'égalité des sexes au sein des conseils d'administration à la date de mise en conformité fixée en 2017. Depuis, le pourcentage de femmes siégeant aux conseils d'administration français est passé à 39 %, contre 12-14 % en 2010.³

² Pastore & Tommaso (2016) « Women on corporate boards. The case of gender quotas in Italy ». *Corporate Ownership & Control*, 13(4), été 2016.

³ McKinsey (2017) « Women Matter: Time to Accelerate Ten years of insights into gender diversity. » Octobre 2017.

» Mettre en œuvre et faire appliquer des lois interdisant le harcèlement sexuel au travail

Les femmes doivent se sentir en sécurité et respectées sur leur lieu de travail pour donner le meilleur d'elles-mêmes et afin que la société puisse exploiter pleinement le potentiel économique de l'égalité des sexes en milieu professionnel.

» Adopter et appliquer des réglementations sur l'égalité de rémunération

L'autonomisation économique des femmes dépend de leur capacité à gagner le même salaire que leurs homologues masculins pour un travail comparable.

» Garantir que les femmes puissent choisir un emploi à temps plein et y avoir accès grâce à des politiques relatives à la garde des enfants et à la famille

La politique actuelle en matière de garde des enfants permet souvent aux femmes de travailler à temps partiel ou les indemnise uniquement pour une partie de leur salaire, privant ainsi un grand nombre d'entre elles de postes à temps complet. Une politique plus complète sur le plan de la garde des enfants peut y remédier en rendant des emplois à temps plein plus accessibles aux femmes. Les politiques de congés parentaux favorisent également des changements sociétaux à long terme, tels que la fourniture de soins par des hommes, qui sont propices à des postes à temps plein pour les femmes.

Exemple | Le Japon impose aux sociétés de proposer une année de congé parental, et deux mois supplémentaires (à utiliser ou perdus) pour le second parent.

Exemple | En 2007, l'Allemagne a mis de côté le congé parental réservé uniquement aux pères. Cette décision a radicalement augmenté la proportion d'hommes demandant un congé parental, notamment parmi les hommes les plus instruits et ceux bénéficiant d'un contrat à durée déterminée.

» Tirer profit de la technologie afin de préparer les femmes à de nouvelles méthodes de travail

Gouvernements et entreprises doivent identifier, surveiller, mesurer et répondre aux nouvelles méthodes de travail créées par la technologie, et ce bien avant que leur impact ne soit pleinement établi.

4. Garantir un accès égal (hommes et femmes) à l'éducation ainsi qu'aux formations technologiques, en vue de favoriser l'innovation inclusive

Aujourd'hui, les jeunes filles et les femmes ne bénéficient pas d'une égalité d'accès à la formation technologique avancée, notamment au sein de communautés affichant différents revenus. Les systèmes d'éducation et d'enseignement professionnel doivent faire l'objet de réformes pour leur proposer ce type de formation et leur offrir des chances égales.

FOCUS

Comment retenir les jeunes filles à l'école grâce à un accès à la santé

Dans les régions les plus pauvres du monde, les adolescentes sont tenues de rester chez elles afin de s'occuper de leurs frères et sœurs malades, perturbant ainsi leur scolarité. La vaccination contre des maladies infantiles contribue à garantir que les enfants et leurs aidants puissent continuer à se rendre à l'école.

Les gouvernements du G7 devraient :

- X Appliquer des politiques de vaccination systématique.
- X Mobiliser des financements et des soutiens aux programmes et services de vaccination à l'échelle mondiale.

» Réformer les systèmes d'éducation et de formation afin de garantir l'égalité d'accès aux jeunes filles, notamment dans le domaine de la formation technologique avancée

À court terme, le Forum économique Mondial estime que l'automatisation aura des conséquences disproportionnées sur les emplois majoritairement occupés par des femmes. Sans formation technologique avancée, jeunes filles et femmes pourraient être fortement désavantagées.

» Utiliser la technologie comme une force d'intégration

La technologie devrait faire office de force d'inclusion puissante⁴- un outil constructif permettant aux femmes d'atteindre des objectifs qui seraient autrement hors de portée. L'élimination des disparités entre les sexes dans le secteur du numérique — en veillant à ce que les femmes et jeunes filles aient accès aux outils numériques tels que les smartphones, l'éducation en ligne, les plateformes de collaboration numérique et Internet — permettrait de réduire de moitié le temps nécessaire pour parvenir à l'égalité des sexes au travail.

» Favoriser une technologie plus inclusive

L'augmentation de la maîtrise du numérique permet à la gent féminine de participer davantage et d'occuper des postes de leadership dans le secteur de la technologie, ce qui contribue alors au développement de technologies plus inclusives et moins biaisées.

Exemple | Si le rythme de la maîtrise du numérique par les femmes doublait, il permettrait d'éradiquer les disparités entre les sexes sur le lieu de travail d'ici à 2040 dans les pays développés et d'ici à 2060 dans les pays en développement⁴

Exemple | Certaines entreprises de technologie reconnues sur le plan de la diversité et de l'inclusion sont également saluées pour leur conception inclusive.

FOCUS

Promouvoir l'innovation axée sur l'inclusion grâce à la politique publique

Les gouvernements du G7 devraient :

- X Créer des plateformes pour débattre des questions d'éthique et d'innovation inclusive.
- X Promouvoir l'innovation inclusive et éthique à travers un mélange de mesures volontaires et législatives.
- X Adopter des technologies, telles que la télémédecine, capables d'aider à accroître la participation des femmes dans le domaine de la recherche et à en augmenter la cadence.
- X Cultiver des mécanismes de financement et de soutien plus forts spécialement conçus pour les femmes entrepreneuses. Par exemple, les États-Unis exigent qu'au moins 5 % des dollars investis par le gouvernement fédéral soient versés à des entreprises dirigées par des femmes.
- X Mettre fin aux disparités entre les sexes dans le domaine de la maîtrise du numérique, garantissant ainsi que les jeunes filles et les femmes puissent avoir accès à des outils et les utilisent, à l'image de l'éducation en ligne et des plateformes de collaboration numérique.

⁴ Accenture (2016). Getting to Equal: How digital is helping to close the gender gap at work.

5. Impliquer massivement les femmes dans la recherche de solutions au changement climatique

Le changement climatique a des conséquences différentes sur les hommes et les femmes ; par exemple, selon les Nations unies, 80 % des personnes déplacées par l'impact des changements climatiques sont des femmes. De plus, les femmes et les enfants ont 14 fois plus de risque que les hommes de perdre la vie au cours d'une catastrophe naturelle. Au niveau international, national et au sein des entreprises, les mesures prises en faveur du climat doivent tenir compte des besoins des femmes et des hommes. Ceci requiert l'implication active des femmes à tous les niveaux de l'élaboration des politiques.

» Offrir un statut juridique aux personnes déplacées par l'impact des changements climatiques

Afin de contribuer à équilibrer le fardeau du changement climatique sur les femmes, les gouvernements devraient s'efforcer de proposer un statut juridique à tous les individus déplacés du fait de ses impacts.

» Financer des initiatives climatiques tenant compte du genre

Délibérer sur le financement d'initiatives climatiques, telles que l'énergie propre et des programmes d'adaptabilité au changement climatique, permet de réduire la vitesse à laquelle les femmes subissent l'impact de ces changements par rapport aux hommes.

» Faire participer des femmes leaders à la politique en matière de climat

Les gouvernements devraient accroître le nombre de femmes prenant part au développement de politiques sur le climat au sein des institutions politiques et des entreprises, mais aussi soutenir et récompenser les femmes leaders, les militantes et les entrepreneuses qui se trouvent en première ligne de l'action climatique, des niveaux local et régional à l'échelle nationale et internationale. Cela permettra de garantir une approche plus diversifiée aux négociations climatiques, mais également une meilleure prise en compte des effets du climat sur les femmes et les enfants.

Priorités des jeunes pour le G7 en matière de changement climatique

- X Mettre en œuvre le recyclage de textiles dans chaque ville.
- X Réduire les taxes sur les véhicules électriques afin de les rendre plus compétitives en termes de coût par rapport aux modèles traditionnels.
- X Élaborer et renforcer les normes relatives aux émissions des véhicules.
- X Encourager le covoiturage, les transports publics et les bâtiments écologiques.
- X Prendre des mesures visant à réduire la production et la consommation de plastique).

⁵ « Turning promises into action: Gender equality in the 2030 agenda. » UN Women.

6. Adopter des principes communs lors de la mise en œuvre de politiques

Afin de créer les bases pour l'ensemble de ces recommandations, nous appelons les gouvernements des pays du G7 à adopter les principes communs suivants. Il ne s'agit pas de recommandations politiques spécifiques, mais plutôt de stratégies visant à garantir que ces recommandations soient durables et mises en œuvre sans heurts :

- » Adopter et harmoniser les meilleures pratiques de chacun en vue d'assurer les progrès réalisés en matière d'égalité des sexes.
 - » Consulter les entreprises afin de garantir que les politiques publiques et les mesures du secteur privé dans le secteur de l'égalité hommes-femmes créent un cercle vertueux et que les deux secteurs se lancent des défis en vue d'atteindre des ambitions plus élevées.
 - » Définir des indicateurs clés de performance (ICP) clairs, puis mesurer de façon continue et surveiller leur progression en toute transparence.
-

7. S'appuyer sur le leadership des femmes

Les gouvernements doivent veiller activement à ce que la voix des femmes, leurs points de vie, leur expertise et leur leadership soient pris en compte en toute égalité lors de la prise de décisions.

Exemple | La budgétisation liée au genre n'est pas automatiquement participative, et la budgétisation participative n'est pas toujours équitable selon les sexes. Dans plusieurs villes allemandes, telles que Berlin et Fribourg, les activités de budgétisation sensible au genre sont alliées à des approches participatives qui intègrent délibérément des perspectives de genre dans le processus. Elles permettent par exemple d'inviter et d'impliquer des organisations de femmes, des leaders de communautés et des défenseurs des droits de la femme à exprimer leurs points de vue sur certaines priorités en matière de dépenses publiques.

Le Women's Forum for the Economy & Society reste déterminé à représenter les différentes voix des femmes leaders, mais aussi à faire office de caisse de résonance pour le G7, le G20 et d'autres instances gouvernementales de haut rang, et ce aujourd'hui, mais aussi à l'avenir. Même si ce manifeste n'a pas vocation à constituer une véritable déclaration de consensus de l'ensemble des partenaires, contributeurs et délégués du Women's Forum, **il est approuvé par son leadership.**

Le Women's Forum vise à suivre les progrès du G7 dans ces domaines et à poursuivre le débat lorsque la France prendra la direction du sommet en 2019, mais également au-delà. Nos prestigieux participants ont osé faire entendre leurs voix ; **oserez-vous les écouter ?**

Nous tenons à remercier les participants suivants qui ont participé à la création de ce manifeste :

- X Les délégués du premier **Youth Forum Canada**, présenté conjointement par Enfants Entraide et le Women's Forum for the Economy & Society
- X Les participants de l'atelier **CEO Champions du Women's Forum**
- X Les partenaires, intervenants et délégués du Women's Forum Canada

Nous souhaitons également remercier les personnes suivantes pour leurs précieux conseils lors de l'élaboration de ce document :

- X Peter Boehm, Sous-ministre pour le Sommet du G7 et représentant personnel du Premier ministre
- X Nell Stewart et les membres du Conseil consultatif sur l'égalité des sexes
- X Les membres stratégiques du Women's Forum for the Economy & Society
- X The Observatory for Gender Balance, Institute for Responsible Capitalism
- X Philippe Etienne, Conseiller diplomatique auprès du Président de la République française, ainsi que la cellule diplomatique.

WOMENS-FORUM.COM

